

MARDI 26 OCTOBRE 2010

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Environnement](#) > [Actualités sur l'environnement](#) > [L'eau est une ressource collective - «C'est un patrimoine de la vie»](#)

L'eau est une ressource collective - «C'est un patrimoine de la vie»

Pierre Vallée 23 octobre 2010 Actualités sur l'environnement



Photo : Fondation Rivières

Pour Ricardo Petrella, la fonction de l'eau c'est de permettre et de soutenir la vie.

En veille d'ouverture du Forum québécois sur l'eau qui se tiendra les 25 et 26 octobre, Riccardo Petrella plaide pour l'établissement d'une politique internationale de l'eau. Et, localement, il maintient que la propriété publique de la ressource est nécessaire. Que les experts et personnalités publiques qui se rendront au Centre des sciences de Montréal, lundi et mardi prochains, prennent note de son propos. Il en va de notre avenir à tous.

Politologue et économiste, fondateur du Groupe de Lisbonne, présentement professeur émérite à l'Université catholique de Louvain en Belgique, auteur de plusieurs livres, Riccardo Petrella est sans doute l'un des plus ardents défenseurs de l'eau comme ressource collective, qu'on ne saurait, à son avis, brader en aucun cas.

«L'eau est un bien commun, rappelle-t-il. C'est un patrimoine de la vie et, à ce titre, l'eau est une richesse collective et non pas une richesse individuelle. Elle nécessite donc une responsabilité collective et cette responsabilité doit s'étendre à tous les aspects concernant l'eau: de sa sauvegarde et de sa durabilité à sa distribution et à son assainissement. On ne peut pas déléguer à des sujets privés la gestion de ces services, car cela consiste en fait à fragmenter une responsabilité qui doit être assumée collectivement.»

La présence du secteur privé

Malheureusement, il constate que, dans plusieurs pays occidentaux, le secteur privé occupe une place de plus en plus importante dans la gestion de l'eau. «On assiste à une marchandisation de l'eau, d'une part, et, d'autre part, à un abandon de l'eau dite naturelle, comme le permettraient au contraire une meilleure utilisation de l'eau de pluie, par exemple, ou la préservation des cours d'eau et de la nappe phréatique. Il nous faut une gestion plus saine de cette ressource vitale qu'est l'eau.»

Il craint que cette privatisation de l'eau ne mène tout droit à un cul-de-sac. «J'aime donner en exemple le cas du pétrole, une autre ressource naturelle, elle aussi commune. Quelle dérive a été et est toujours la gestion privée de cette ressource. Non seulement le pétrole privé n'a jamais permis la mise en place d'une économie stable et non conflictuelle, mais il a aussi contribué à la dévastation de la nature. Confier la gestion de l'eau à des intérêts privés serait la façon la moins efficace de gérer cette ressource.»

Et que l'État exige le versement de redevances de la part des entreprises privées ne change rien à l'affaire. «Le secteur public a déjà perdu la bataille s'il troque son droit de gestion de l'eau contre des redevances. Toutes les autres analyses portant sur la gestion de l'eau deviendront alors secondaires et subordonnées aux redevances. Au fond, il n'y aura qu'une seule variable dans l'équation: la redevance.»

Eaux technologiques

Riccardo Petrella s'inquiète aussi de la présence grandissante de ce qu'il appelle les eaux technologiques. «Il y a deux technologies qui sont ici en cause. La première est le traitement des eaux sales, afin de les remettre à neuf et d'en faire un second usage. La seconde est la désalinisation de l'eau de mer, pour en faire de l'eau potable. Les entreprises privées associées à ces deux technologies les présentent comme la seule solution à la raréfaction éventuelle de l'eau. Mais c'est totalement faux, car il s'agit surtout d'une entreprise de marchandisation capitaliste de l'eau. Ces mêmes entreprises estiment que le secteur des eaux technologiques représentera un marché de 32 milliards de dollars en 2020. Elles ont donc tout intérêt à nous présenter les eaux technologiques comme l'avenir de l'eau sur la planète. Et, évidemment, cette eau ne sera disponible que pour ceux qui ont les moyens de l'acheter.»

Et, pour convaincre ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire les pays riches, du bien-fondé de cette thèse, on évoque la crise de l'eau. «Mais c'est une fausse crise. Que le citoyen en milieu urbain ne puisse plus gaspiller 800 litres d'eau à la maison, ce n'est pas une crise. La vraie crise de l'eau, c'est qu'aujourd'hui près de 1,4 milliard d'humains n'ont pas accès à l'eau et que ce nombre pourrait atteindre les 3 milliards si on n'y fait rien.»

Une politique internationale de l'eau

C'est la raison pour laquelle il milite en faveur d'une politique internationale de l'eau. «Il faut d'abord maintenir la gestion de l'eau dans la sphère publique. Il faut aussi que toutes les technologies appliquées à l'eau, que ce soient la désalinisation de l'eau de mer ou le traitement des eaux sales, soient aussi dans la sphère publique. Ainsi, on évite toute possibilité de marchandisation de l'eau.»

Et, comme l'accès à l'eau n'est pas égal pour tout le monde et que certains coins du globe en arriveront sans doute à en manquer — on pense ici aux économies émergentes, comme la Chine, dont les besoins en eau vont croissant — Riccardo Petrella croit que «l'on doit se donner un plan de partage et d'aide mondiale de l'eau. Comme l'eau est une ressource collective qui appartient à tous les humains de la planète, il faut se donner un cadre juridique et une ingénierie institutionnelle qui reflètent cette réalité.»

Mais, avant d'en arriver à ce jour, il faut commencer par changer notre attitude et notre perception de l'eau. «Il faut sortir de la logique que nous consommons de l'eau. Nous ne

consommons pas de l'eau, nous nous en servons. La fonction de l'eau, c'est de permettre et de soutenir la vie. L'eau est une ressource vitale. Nous ne pouvons que l'utiliser en nous assurant de l'utiliser à bon escient et en faisant tous les efforts pour la préserver. Puisqu'elle est essentielle à la vie, il faut adopter avec l'eau une logique de survie, ce qui amène forcément une logique du vivre-ensemble. D'où la nécessité de mettre un terme à la privatisation et à la marchandisation de l'eau et de mettre plutôt en place une gestion collective et responsable de l'eau sur la planète.»

Collaborateur du Devoir



[eau potable, cahier spécial](#)

[Haut de la page](#)

© Le Devoir 2002-2010

Stratégie Web et référencement par [Adviso](#)
Design Web par [Egzakt](#)